



Pour diffusion immédiate
10 septembre 2008

Les libéraux renforceront la sécurité des aliments

WALKERTON, Ontario – Un nouveau gouvernement libéral investira un fonds supplémentaire de 50 millions dollars pour renforcer notre filet de sécurité alimentaire. C'est ce qu'a annoncé aujourd'hui le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion.

« Les Canadiens sont très inquiets pour leur santé depuis que des aliments contaminés ont trouvé leur chemin jusqu'aux étagères de nos supermarchés, a déclaré M. Dion. L'une des leçons les plus importantes que nous devons tirer de Walkerton est que les pouvoirs publics ne peuvent pas prendre de raccourci quand il s'agit de protéger la santé des Canadiens au nom d'une efficacité fictive. »

Pour que les viandes pré-emballées et les autres aliments soient sûrs pour notre santé, un gouvernement libéral prévoira des fonds qui permettront aux inspecteurs fédéraux de retourner sur le terrain, dans les usines de transformation alimentaire, et de se concentrer sur la salubrité de nos aliments plutôt que sur les procédures administratives. De plus, un gouvernement libéral ouvrira une enquête sur la sécurité alimentaire pour vérifier en permanence que l'Agence canadienne d'inspection des aliments a suffisamment d'inspecteurs et de moyens.

« Un gouvernement libéral fera les investissements nécessaires pour assurer que les aliments que nous consommons soient aussi sains que possible », a-t-il continué.

M. Dion a été appuyé par le maire de Walkerton, Charlie Bagnato, dont la ville a été dévastée par la tragédie de l'eau contaminée qui a eu lieu en 2000 et a causé la mort de sept personnes et rendu malades des centaines d'Ontariens.

M. Dion a réitéré la demande du maire Bagnato en faveur d'une réelle enquête publique sur l'épidémie actuelle de listériose, et non pas « l'enquête » superficielle annoncée par le Premier ministre. Comme l'a rappelé M. Bagnato le 29 août dernier, « les pouvoirs publics auraient dû tirer les leçons de la tragédie de Walkerton. Je suis profondément choqué que M. Harper ait décidé de reproduire au niveau fédéral les erreurs qui ont mené à ce désastre [...] La sécurité alimentaire n'est pas qu'un élément parmi tant d'autres dans un budget. Il s'agit de la vie de nos familles. »

Comme le conclut le rapport final sur la tragédie de Walkerton, le gouvernement devrait s'assurer que les moyens nécessaires sont disponibles pour assurer la qualité et l'efficacité des inspections.

« Nous recruterons plus d'inspecteurs, nous ferons en sorte qu'ils aient accès aux technologies les plus modernes pour faire leur travail, et nous augmenterons le nombre d'inspection réalisées sur les aliments canadiens et importés, pour que les Canadiens puissent avoir toute confiance dans les aliments qui arrivent sur leur table. Plus d'inspections, c'est une meilleure sécurité alimentaire pour tous les Canadiens », a-t-il conclu.

-30-

Renseignements :

Service de presse du Parti libéral du Canada
613-783-8888

Rappel des faits

Plus d'inspecteurs alimentaires

- Des rapports médiatiques et syndicaux récents ont révélé qu'il y a actuellement très peu d'inspecteurs alimentaires et qu'il est souvent impossible pour des derniers de se rendre sur le terrain autant de fois qu'ils le devraient.
- Pour résoudre ce problème, un nouveau gouvernement libéral embauchera 100 inspecteurs supplémentaires. Ils seront chargés de veiller à la salubrité de nos aliments avant la mise en vente.
- L'Agence canadienne d'inspection des aliments employait environ 1200 inspecteurs en 2007. Les nouveaux fonds libéraux permettront d'augmenter le nombre d'inspecteurs de huit pour cent.
- Ce financement représentera une augmentation de près de cinq pour cent du budget fédéral alloué à l'inspection des aliments.
- Cet engagement permettra d'augmenter le nombre d'inspections réalisées sur les aliments canadiens et importés pour que nos aliments soient sûrs.
- En augmentant le nombre d'inspecteurs alimentaires, nous pourrons restaurer la confiance des Canadiens dans les aliments qui arrivent sur leur table.
- Pour assurer l'efficacité à long terme de notre système de sécurité alimentaire, nous ouvrirons une enquête qui étudiera les moyens dont dispose les services compétents pour assurer la sécurité des aliments que nous consommons.

Enquête publique complète

- Le samedi 6 septembre, un jour avant le début de la campagne électorale, le gouvernement de Stephen Harper a annoncé le cadre d'une « enquête indépendante. »
- Une « enquête indépendante » n'est pas une enquête publique complète. Elle ne sera pas menée selon la loi sur les enquêtes publiques et les résultats ne seront pas publiés – ils seront soumis au ministère de l'Agriculture.

- Qui que soient les personnes qui seront chargées de cette enquête superficielle, elles n'auront pas les pouvoirs nécessaires pour mener une enquête approfondie – comme le pouvoir de convoquer des témoins et d'obliger un témoin à témoigner.
- Le mandat annoncé par M. Harper n'inclut même pas un examen du rôle du gouvernement conservateur dans la gestion de la crise.